

Les subsides

Je voudrais consacrer quelques minutes du temps qu'il me reste à parler de l'industrie minière. Dans ma circonscription, comme dans les circonscriptions voisines du centre de la Colombie-Britannique, nous sommes sur le point de vivre un moment historique. Cominco doit mettre à pied temporairement 7,000 travailleurs au cours des prochaines semaines.

M. Benjamin: Le CP recommence.

M. Riis: Dans les prochaines semaines, 7,000 travailleurs seront temporairement mis à pied pour la première fois de notre histoire. Dans ma région, certaines des principales mines de cuivre envisagent de mettre à pied temporairement une partie des effectifs. Plusieurs centaines de travailleurs seront libérés d'ici quelques semaines. Fait intéressant, le Canada se situe au troisième rang dans la production minière mondiale; pourtant, nous importons une bonne partie du matériel d'extraction minière et des fournitures. Ainsi, il y a 15 ans, on importait la moitié du matériel utilisé dans l'extraction minière souterraine. A l'heure actuelle, on n'importe plus la moitié mais les trois quarts de ce matériel. Voilà tout le chemin parcouru en 15 ans.

M. Huntington: Pourquoi?

M. Riis: Si le député a une question à poser, je propose de lui répondre plus tard, pour lui donner une réponse beaucoup plus détaillée et précise.

M. Nystrom: Une économie de tutelle.

M. Riis: En arrivant à prendre l'initiative et à réduire le déficit sur les importations de matériel d'extraction minière, nous pourrions créer plus de 13,000 emplois rien que dans ce secteur. Je le répète, je serais curieux de savoir quelle quantité de matériel minier importe la Suède, qui est un des principaux producteurs du monde. Contrairement au Canada, on peut être certain que ce pays n'importe pas de matériel minier.

Il suffit d'observer notre organisation économique pour constater qu'une restructuration en profondeur est nécessaire. Pour le moment, l'expansion économique du Canada est fondée sur deux secteurs, et il en a toujours été ainsi. D'une part, il y a l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles qui se compliquent avec le temps, car il faut soutenir la concurrence d'autres pays exportateurs de matières premières, qui sont bien souvent en mesure d'exporter leurs ressources à meilleur prix que nous pour certaines raisons. L'autre secteur, c'est la fabrication, cela va de soi. Notre secteur manufacturier a toujours accusé une certaine faiblesse en raison de notre assujettissement économique que les gouvernements progressistes conservateurs et libéraux ont aggravé.

M. Baker (Nepean-Carleton): Cessez de parler de la sorte!

M. Riis: Notre secteur manufacturier est faible et il s'affaiblit encore.

M. Huntington: Vous induisez volontairement la Chambre en erreur.

M. Benjamin: Voulez-vous retirer ces propos maintenant ou plus tard.

M. Riis: Ce n'est pas une réussite ni dans un secteur ni dans l'autre. Nous devons nous débrouiller pour profiter des avantages que nous pourrions avoir sur les autres nations dans les secteurs secondaire, tertiaire et quaternaire de la même façon que nous avons su profiter de ceux que nous avons depuis longtemps dans le secteur des ressources naturelles. C'est cette alliance entre les deux que nous devons maintenant réaliser.

Nous n'y réussissons pas en agissant avec précipitation et en mettant tous nos espoirs dans l'option des mégaprojets. Il est peut-être maintenant plus important que jamais de réaliser l'union entre ces deux secteurs. Il est temps de prendre conscience de nos points forts et de les développer. Chaque député pourrait très rapidement citer une demi-douzaine des atouts que nous possédons et que nous devrions mettre en valeur, mais nous constatons que nous n'en faisons rien; nous cherchons plutôt à bâtir notre économie sur une option à long terme comme les mégaprojets. Il nous faut commencer à lutter contre l'inflation non pas au moyen de la politique monétariste actuelle mais au moyen d'un programme d'intervention qui stimulera la productivité au Canada.

M. Huntington: En quoi consisterait ce programme d'intervention?

M. Riis: Le Canada a des ressources que pratiquement aucun autre pays du monde ne possède. Nous devons maintenant nous mettre à les exploiter rapidement. Cela se fera si le gouvernement a le courage d'admettre que la politique monétariste qu'il applique actuellement a été un échec et qu'après sept années il n'a toujours pas réussi à juguler l'inflation. Nous avons des richesses que ne possèdent pas les autres pays, et il n'est pas trop tard pour agir. En fait, nous pouvons agir dès maintenant et mettre toutes nos ressources à profit. Nous devrions y voir un avantage, non un problème. C'est alors seulement que nous commencerons à remonter la pente et à restaurer la confiance dans le pays.

Des voix: Bravo!

• (1250)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai lu la motion du Nouveau parti démocratique et j'ai écouté les observations du député de Kamloops Shuswap (M. Riis). D'une certaine façon, le libellé de cette motion dit tout. Il illustre très clairement que le Nouveau parti démocratique ne comprend pas la nature du problème que connaît notre pays. Cette motion attribue toutes nos difficultés aux taux d'intérêts élevés lesquels, d'après ce parti, sont à l'origine de toutes sortes d'autres maux. La motion ne fait nullement allusion à la cause des taux d'intérêt élevés et du chômage. Elle ne fait pas du tout allusion à l'inflation. Je dois admettre, pour avoir écouté attentivement, que le député a fait en passant dans son discours une petite allusion à l'inflation et a dit qu'on pourrait y remédier en augmentant la productivité.

Tout le monde comprend l'importance de la productivité, mais en voyant dans son augmentation, comme le fait le député, la panacée contre l'inflation, le député ne nous rappelle que trop les économistes de l'offre qui voient dans cette dernière la seule manière de résoudre nos problèmes. Ce n'est pas aussi simple. Si la motion du Nouveau parti démocratique indiquait que l'inflation élevée conduisait aux taux d'intérêt et au chômage élevés, elle serait beaucoup plus intelligente. Aussi longtemps que les députés du Nouveau parti démocratique croiront que la racine de notre problème c'est les taux d'intérêts élevés, ils ne pourront jamais offrir de solution. Ils ne comprennent pas que les taux d'intérêt sont le symptôme de l'inflation sous-jacente, non seulement dans l'économie canadienne mais dans celle des États-Unis et des pays industrialisés du monde.